

PRÉFET DES VOSGES

SERVICE DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
n° 295/2017 du
à l'encontre de la Société Fromagère de Xertigny
sise sur le territoire de la commune de Xertigny.**

31 JAN. 2017

Le préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article L171-8 ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°572/2010 du 23 février 2010 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°721/2014 du 15 avril 2014, et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2867/2014 du 15 décembre 2014, autorisant la Société Fromagère de Xertigny à exercer une activité de traitement du lait sur le territoire de la commune de Xertigny ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 17 janvier 2017 ;
- Considérant que lors de la visite en date du 21 décembre 2016, l'inspection des installations classées a constaté des rejets dans le milieu naturel d'effluents aqueux sans traitement préalable ;
- Considérant que ces conditions de rejet ne respectent pas les prescriptions de l'article 4.2.1. de l'arrêté du 23 février 2010 modifié susvisé et sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que l'exploitant doit s'assurer par des contrôles appropriés et préventifs du bon état d'étanchéité des réseaux, comme le prévoit les prescriptions de l'article 4.2.3. de l'arrêté du 23 février 2010 modifié ;
- Considérant que les prescriptions de l'article 4.2.3. de l'arrêté du 23 février 2010 modifié ne sont pas respectées ;
- Considérant que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés au code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 – La société Fromagère de Xertigny sise, 1110 Rue Jules Bougel – 88220 XERTIGNY, est mise en demeure, sous 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de prendre toutes dispositions pour respecter l'article 4.2.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 572/2010 relatif **à la collecte des effluents liquides, c'est-à-dire pour mettre fin au rejet dans le milieu naturel en réalisant l'ensemble des réparations s'avérant nécessaires.**

Pour ce faire, par transmission sous 1 mois, l'exploitant procède à la mise en place d'un plan d'actions afin de s'assurer de l'étanchéité de l'ensemble de ces réseaux. Il réalise un état des lieux de ses réseaux en identifiant les portions et singularités les plus sensibles et cote l'état de ses conduites et accessoires afin de réaliser les réparations à mener.

Article 2 – La société Fromagère de Xertigny sise, 1110 Rue Jules Bougel – 88220 XERTIGNY, est mise en demeure, sous 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté de prendre toutes dispositions pour respecter les articles 4.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 572/2010 relatif **à la maintenance des réseaux les acheminant.**

Pour ce faire, l'exploitant rédige une gamme de maintenance formalisée afin de maintenir dans le temps un niveau d'étanchéité satisfaisant, conformément à l'alinéa 2 de l'article 4.2.3. Il transmet ce document qualité à l'inspection des installations classées.

Article 3 – Si à l'expiration des délais fixés, la société Fromagère de Xertigny n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article R514-4 du code précité.

Article 4 - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, sont chargées chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société Fromagère de Xertigny.

Épinal, le

31 JAN. 2017.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet



François ROSA

Délais et voies de recours - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.